

Géopolitique de l'eau en Méditerranée

Des mesures sur le management des ressources en eau sont nécessaires ; au contraire, l'activité agricole, le tourisme, la politique urbaine et la stabilité politique et sociale sont en péril.

Franck Galland

Si, en 1995, 400 millions de personnes vivaient dans des pays sous stress hydrique (- 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an), ils seront quatre milliards en 2025 à connaître cette situation, avec toutes les conséquences sociétales, alimentaires, sanitaires et économiques qui en résulteront. En particulier, selon un rapport de 2006 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 90 % de la population du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord devraient ainsi vivre dans des pays affectés par des pénuries d'eau d'ici 2025. Mais, le monde arabe ne sera pas le seul à connaître cette situation. La Méditerranée, dans son ensemble, est dans une situation délicate, avec 108 millions de personnes disposant de moins de 1 000 mètres cubes d'eau par an et par habitant, chiffre qui devrait atteindre 165 millions d'individus en 2025 (*Méditerranée : les perspectives du Plan Bleu pour l'environnement et le développement*. Plan Bleu 2005).

Les pays méditerranéens ne disposent que de 3 % des ressources en eau douce de la planète et concentrent plus de la moitié de la population la plus pauvre en eau. Qui plus est, les ressources en eau de la région méditerranéenne sont inégalement réparties, puisque la rive sud ne dispose que de 13 % de la ressource totale.

Selon toutes les projections, la demande en eau du bassin méditerranéen devrait également croître de 25 % à l'horizon 2025. Elle est actuellement estimée à 200 kilomètres cubes/an, la majeure partie correspondant aux besoins d'irrigation (65 %), aux besoins domestiques (15 %), puis au tourisme. Car le tourisme est à la fois une grande chance pour la zone méditerranéenne mais présente une lourde contrainte. Avec 32 % du tourisme mondial, le bassin méditerranéen draine chaque année 218 millions de personnes. Or, toutes les analyses le montrent, l'activité touristique consomme traditionnellement beaucoup plus d'eau que les besoins domestiques des populations : entre quatre à huit fois plus.

A ces chiffres de consommation en hausse très nette, posant d'ores et déjà un problème de renouvellement

de la ressource (comme en Egypte où la consommation annuelle de 70 kilomètres cubes en 2000 est déjà largement supérieure aux ressources disponibles) s'ajoute la contrainte du réchauffement climatique. Les modèles de calcul du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) s'accordent en effet pour penser que la Méditerranée sera la première touchée par les phénomènes d'augmentation de température. D'après les travaux d'experts mandatés par l'Institut de Prospective Economique du Monde méditerranéen, *Région méditerranéenne et changement climatique : une nécessaire anticipation* (Travaux de Stéphane Hallegatte, Samuel Somot et Hypatie Nassopoulos, septembre 2007), d'ici la fin du XXI^e siècle, la température annuelle moyenne sur la région méditerranéenne devrait probablement augmenter entre 2,2° et 5,1° C. Ce réchauffement serait particulièrement visible d'ici 10 à 15 ans durant les périodes d'été qui laisseront entrevoir une augmentation du nombre, de la durée et de l'intensité des canicules. Dans ces conditions, les pénuries d'eau augmenteront et d'importantes baisses de productivité agricole seront à attendre, avec des chutes de rendement allant jusqu'à 50 %.

La non anticipation ou le manque de préparation des gouvernements des pays riverains de la Méditerranée aux conséquences du réchauffement climatique dans une zone déjà fortement pauvre en eau auront des répercussions qui peuvent s'avérer catastrophiques.

Il semble que des gouvernants du Sud aient cependant pris des décisions stratégiques pour répondre à ces nouveaux enjeux. En témoigne le lancement en 2005 par l'Algérie d'un plan quinquennal de 14 milliards de dollars pour se doter d'infrastructures hydrauliques nouvelles. Treize stations de dessalement d'eau de mer d'une capacité totale de 2,3 millions de mètres cubes/jour et 13 barrages supplémentaires devraient ainsi voir le jour avant 2011. Par ailleurs, suivant le modèle de la Libye avec sa Grande Rivière Artificielle lancée en 1985 (qui permet d'utiliser l'énorme

Franck Galland, directeur de la sûreté de Suez Environnement, acteur mondial de la gestion de l'eau et des déchets, président du Collège des opérateurs d'infrastructures vitales au sein du Haut Comité Français pour la Défense Civile et auteur de *L'eau : géopolitique, enjeux, stratégies* (Editions du CNRS, septembre 2008).

potentiel des réserves d'eaux fossiles du Sahara en l'acheminant sur la frange côtière du pays où se concentrent les trois-quarts de la population libyenne), le gouvernement algérien a lancé un programme visant à alimenter d'abord les villes du Sud, puis les villes du Nord du pays. Un premier projet d'adduction d'eau de 100 000 mètres cubes a ainsi été lancé en 2007 entre Ain Salah et Tamanrasset. Parallèlement à ces investissements colossaux, le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, a déployé un vaste programme d'optimisation des ressources avec le recours à des entreprises issues de la rive nord de la Méditerranée. Suez Environnement gère ainsi depuis 2005 les eaux d'Alger et a commencé, au début de l'année 2008, à s'occuper de la gestion des eaux d'Oran via sa filiale Aguas de Barcelona. Depuis octobre 2008, c'est également au tour de la Société des Eaux de Marseille d'intervenir à Constantine sous la forme d'un contrat de management, schéma également en vigueur à Alger et Oran, et qui semble particulièrement adapté aux besoins actuels de la région méditerranéenne. Après l'Algérie, c'est en effet au tour de la Libye de lancer un appel d'offres sur le même registre pour gérer les réseaux d'eau et d'assainissement des villes de Tripoli et de Benghazi.

De manière plus précoce et différenciée, la Tunisie et le Maroc ont également fait des choix fort opportuns en matière de gestion et d'optimisation de la ressource en eau. Jusqu'ici la Tunisie, à travers des stratégies décennales de mobilisation des ressources hydrauliques, s'est dotée d'un réseau d'infrastructures unique qui permet de mobiliser annuellement trois milliards de mètres cubes d'eau sur quatre milliards de mètres cubes exploitables dans le pays, et ce pour répondre à une demande de 2,6 milliards de mètres cubes.

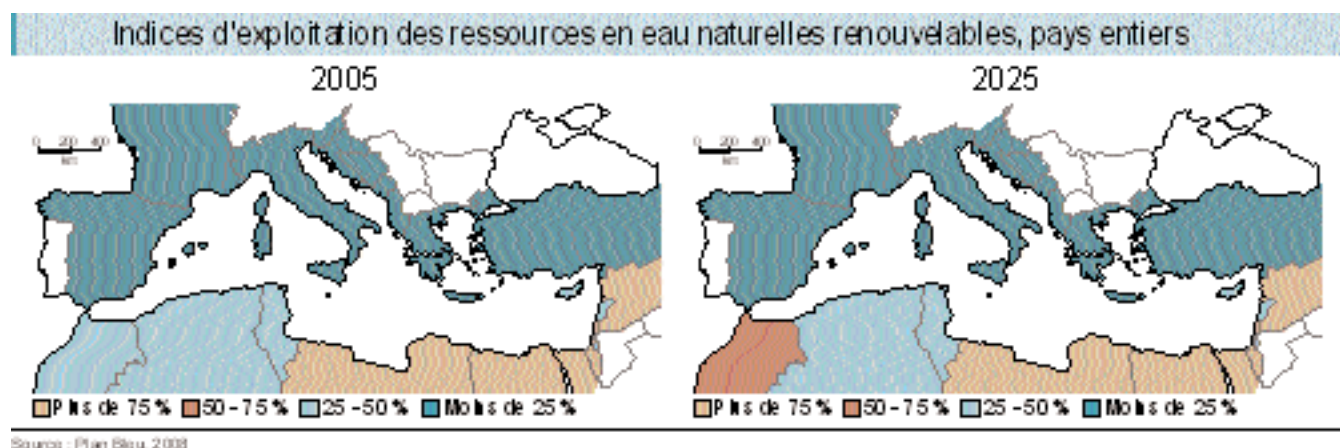
Mais un nouveau challenge vise maintenant à anticiper les besoins futurs dans un pays où la consommation en eau augmente de 3 % par an. D'où la nécessité pour la Tunisie d'avoir recours à des ressources alternatives comme le dessalement, avec un programme récent de cinq usines que la Sonede (Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux) projette de réaliser pour une capacité totale de 250 000 mètres cubes/jour. La première unité de 50 000 mètres cubes/jour concerne la très touristique île de Djerba, dont les ressources actuelles ne permettraient plus de couvrir les besoins des consommateurs en 2010 si rien n'était fait. Par ailleurs, l'entreprise nationale maintient les objectifs rigoureux de renouvellement des conduites et des branchements, de gestion de la pression des débits, du suivi des volumes d'eau distribués et de recherche de fuites. On retrouve ici l'esprit et le mode de management opérationnel qui anime LYDEC, filiale marocaine de Suez Environnement assurant la desserte en eau, électricité, assainissement et éclairage public de quatre millions d'habitants à Casablanca et dans sa proche périphérie, selon un contrat de concession si-

gné pour 30 ans en août 1997. Par des efforts importants déployés dans le domaine de la maîtrise de la ressource en eau à tous les niveaux de la filière, dans un contexte marqué par une succession d'années de sécheresse, LYDEC avait ainsi permis, dès fin 2002, des économies annuelles d'eau atteignant 25 millions de mètres cubes, soit une économie de la ressource équivalente à la consommation annuelle de 800 000 habitants.

Cependant, gare aux conséquences pour des pays méditerranéens qui n'auraient pas adopté de posture stratégique en ce qui concerne le management et l'optimisation des ressources en eau. Tout pays du Sud qui n'anticiperait pas les problèmes sur la totalité ou une partie de son territoire, mettrait en effet durablement en péril son activité agricole, son industrie touristique, sa politique urbaine et, au final, sa stabilité politique et sociale. En avril 2008, alors que les réservoirs de Chypre n'étaient remplis qu'à 9,8 % de leur capacité, le gouvernement a décrété l'état d'urgence, et a dû signer dans la précipitation, un accord avec une compagnie de transport maritime pour acheminer en 160 jours, depuis la Grèce, plus de huit millions de mètres cubes. Il semble par ailleurs qu'un certain nombre de dysfonctionnements aient provoqué, l'été venu, une situation assez chaotique en pleine période touristique. Même si celle-ci est désormais passée, il n'en demeure pas moins que Chypre, tout comme Malte, aient des besoins très urgents en ressources alternatives que seuls le dessalement (qui représente déjà 60 % de la ressource en eau de Malte et 6 % de la consommation d'énergie des maltais), la réutilisation d'eau usée (dont Israël est le recordman du monde avec 67 % d'eaux usées réutilisées, ce qui permet de produire 270 millions de mètres cubes par an, couvrant une partie des besoins de l'agriculture israélienne), et éventuellement le transport maritime d'eau brute (en ce qui concerne Chypre). Il est donc éminemment nécessaire que des infrastructures nouvelles soient rapidement mises en place et que les politiques volontaristes des Etats méditerranéens soient supportées politiquement, financièrement et techniquement par l'Europe.

Un plan Marshall pour l'eau

En ce début de XXI^e siècle, il semble que les lois de la géopolitique en Méditerranée soient redécouvertes par les responsables politiques du Sud comme du Nord. A l'occasion de la visite de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, en Algérie, le 14 novembre 2006, le président, Abdelaziz Bouteflika, soulignait ainsi qu'« il est tout à fait clair que nous sommes condamnés à avoir un avenir commun. Nous ne pouvons rien contre les lois de la géographie. Par voie de conséquence, il y a quelque part une condamnation, un fatalité qu'il faut assumer positivement. » Cet « avenir commun » dont parle Bouteflika, quelle forme devrait-il prendre dans le domaine de l'eau ?



Le Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée, décidé par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Paris les 13 et 14 juillet 2008, doit pouvoir mettre l'eau au cœur des projets concrets des Etats membres. Parmi ceux-ci, il peut être en premier lieu question de créer une Agence méditerranéenne de l'eau. Autorité morale et instance de régulation régionale dans l'eau et l'assainissement, elle permettrait de procéder à des diagnostics opérationnels, et d'émettre des recommandations concrètes afin de permettre aux pays qui le souhaitent d'adopter les meilleurs schémas possibles d'aménagements directeurs et d'effectuer les choix d'investissements et de partenariats publics-privés les plus pertinents.

Plate-forme de dialogue et de rencontre, une Agence méditerranéenne de l'eau serait par ailleurs un lieu de formation et de diffusion de bonnes pratiques entre pays riverains. Tel le modèle contractuel adopté à Tripoli, au nord du Liban, et qui pourrait en effet convenir à une autre ville méditerranéenne. De même, les contrats de management signés par l'Algérie avec des opérateurs privés sur ses grandes villes (Alger, Oran, Constantine) sont sans doute duplicables ailleurs (Syrie, Egypte ?). Ensuite, l'Agence pourrait à l'évidence devenir un lieu de transfert de savoir entre le Nord et le Sud. Pourquoi ne permettrait-elle pas ainsi de créer une école de maintenance des réseaux destinée à former les techniciens et agents de maîtrise qui manquent si cruellement au Sud, comme le propose Loïc Fauchon, président du Conseil Mondial de l'Eau, dans son audition par la Mission d'information « Union Méditerranéenne » de l'Assemblée Nationale.

Elle pourrait par ailleurs permettre de mettre en commun des moyens humains et matériels pour répondre aux situations d'urgence : experts et équipes d'interventions ; matériels de potabilisation pour faire face aux catastrophes naturelles qui ne manquent pas dans la zone méditerranéenne avec la problématique sismique qu'elle connaît. Cette mise en commun de matériels et de compétences pourrait par ailleurs très bien s'articuler avec un autre projet nais-

sant dont la Méditerranée à un besoin impérieux : le partage de compétences et d'aéronefs pour lutter contre les incendies qui ravagent chaque année un peu plus les rivages et les arrière-pays, allant jusqu'à paralyser des pays entiers comme la Grèce en été 2007.

Sur financements de l'Union européenne et de pays riverains de la Méditerranée, l'Agence méditerranéenne de l'eau pourrait enfin faire partie d'une dynamique globale de réhabilitation des quartiers paupérisés. La prise en compte des besoins vitaux des populations, que sont l'eau, l'électricité et l'assainissement, doit en effet rapidement permettre de retrouver une stabilité sociale qui n'existe plus dans certaines villes des parties sud et est de la Méditerranée. Elle doit également apporter une réponse pragmatique à la montée des intégrismes et des fanatismes qui savent exploiter à des fins politiques le mal-être social des quartiers dépourvus de services essentiels. Car il existe une corrélation évidente entre l'insalubrité des villes et des quartiers ravagés par les tensions et les guerres, et le terrorisme qui y prend naissance. Mona El Kody, qui dirige la National Water Research Unit en Egypte, a pu le mettre en évidence lors du Troisième Forum Mondial de l'Eau de Kyoto (*Water shortages foster terrorism*, Ben Sutherland, BBC News Online Kyoto, 18 mars 2003). Le manque d'accès à l'eau et aux services essentiels pose toujours à terme un problème de sécurité collective.

Ainsi, à l'image de ce qui a été fait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en Europe, il conviendrait de lancer dans les pays de la rive sud et est de la Méditerranée un plan Marshall pour l'eau comprenant un « volet social » – comme ce que le Maroc a fait en lançant l'Initiative nationale de développement humain – et un volet « développement et maintenance des infrastructures » permettant d'augmenter l'offre en eau.

Une grande initiative politique sur l'eau impliquant l'Europe et les pays les plus concernés des rives sud et est de la Méditerranée, aurait donc le grand mérite de contribuer à la stabilité et à la sécurité régionale euro-méditerranéenne. ■